

<b>FR</b>
<b>Transports en commun: un demi pas en avant ...</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>● La Cour de justice vient de conclure avec la Ville de Luxembourg une convention, suite à laquelle des <b>abonnements gratuits</b> ont été distribués au personnel de l'institution.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>● Le but affiché de cette démarche est d'encourager l'utilisation des transports en commun et, par voie de conséquence, de réduire l'utilisation de la voiture privée.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>● Elle va dans le sens de ce que notre liste <i>'Union Syndicale - Alliés pour l'avenir'</i> avait revendiqué en novembre 2006.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>● Nous espérons que ce geste influencera les habitudes des collègues au quotidien.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>● Toutefois, il reste à voir si elle aura un impact sensible sur la circulation et sur la demande de places de parking.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>● L'institution, pour sa part, devrait mesurer l'impact sur ses propres parkings, si chers à nos collègues et ... autrement chers au contribuable.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>● Cependant, l'USPE signale que cette mesure pêche par une série de défauts :</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>● Elle est <b>inopérante</b> pour les uns et <b>incomplète</b> pour les autres.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Elle est <b>inopérante</b> pour ceux qui habitent en dehors de Luxembourg Ville et des communes adjacentes concernées.</li> </ul>
<p>Elle n'apporte aucun avantage à ceux qui se servent du chemin de fer ou des autobus interurbains à trois chiffres, qui doivent, en tout état de cause, supporter le prix entier de leur titre de transport (p.ex. un abonnement couvrant l'ensemble du territoire du Grand Duché).</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Elle est <b>incomplète</b>, parce que la <i>'jobkaart'</i> ne couvre <i>pas</i> les autobus interurbains, même lorsque ceux-ci traversent le territoire de Luxembourg Ville (p.ex, le</li> </ul>

<p>222 ou les <i>Eurobus</i> autres que le n° 16).</p>	
<p>● Elle creuse les inégalités entre les résidents de Luxembourg Ville et le reste de la population : les intérêts qui dominent la VdL, qui,</p> <ul style="list-style-type: none"><li>➤ grâce à la situation géographique clé de la Ville de Luxembourg, bloquent, depuis des décennies, la création d'un réseau intégré de transport public dans le pays et</li><li>➤ maintiennent ainsi un niveau élevé du prix du logement,</li></ul> <p>se permettent aujourd'hui un geste de générosité en faveur de leurs résidents - électeurs potentiels.</p> <p>Nous rappelons que les étrangers résidents depuis 5 ans ont droit de vote aux élections municipales.</p>	
<p>● La '<i>politique de mobilité</i>', tant médiatisée par la majorité de la VdL, reflète une <b>politique de clocher, attrape-tout</b> et <b>électorale</b> :</p>	
<p>Loin de réduire le volume du trafic de voitures privées, qui immobilise la circulation des autobus, elle ne résout aucun problème pour ceux avec un plus faible revenu, pour lesquels la Ville de Luxembourg est inabordable et qui habitent souvent au-delà de la frontière (et qui n'y sont pas électeurs).</p>	
<p>À noter qu'en huit ans, les tarifs des autobus ont augmenté de 41%, contre une inflation de 21,4%.</p>	
<p>Si, par ce geste, la Ville de Luxembourg incite les 'communautaires' à s'y installer, elle ne prend aucune mesure pour endiguer la montée des prix de l'immobilier.</p>	
<p>● L'EPSU demande que la gratuité d'abonnements soit étendue au réseau national et aux axes de chemin de fer pour les pays voisins (B, D, F).</p>	